



## **Académie d'Agriculture de France**

**Séance du 18 décembre 2013 (15h-17h30)**

**La compensation des zones humides détruites ou  
impactées par un aménagement : éléments pour nourrir le  
débat scientifique après l'expertise de Notre-Dame-des-  
Landes**

Impacts de la compensation sur l'agriculture locale

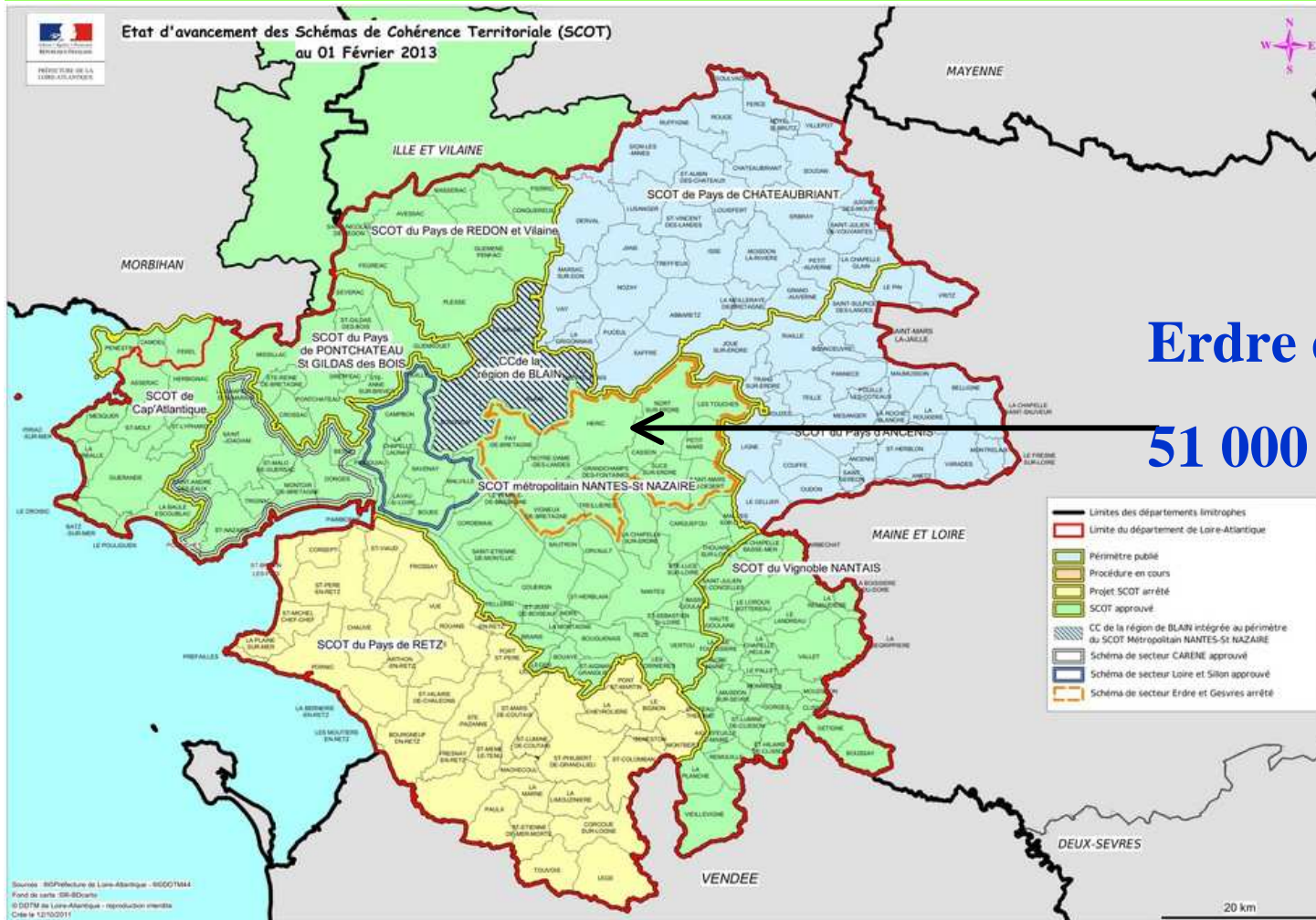
Dominique PELISSIE

Ingénieur général des Ponts, des Eaux et Forêt

Secrétariat général



# La situation de l'agriculture locale: communauté de commune d'Erdre et Gèvres





## La situation de l'agriculture locale: communauté de commune d'Erdre et Gèvres

Une agriculture orientée vers l'élevage (56% des EA): lait majoritaire et viande

La SAU occupe 68% du territoire,

et les zones naturelles, 21%

Une agriculture en restructuration:

- 68 % des EA ont disparu entre 1988 et 2010,
- La SAU moyenne a augmenté de 370%: 96 ha



## La situation de l'agriculture locale: communauté de commune d'Erdre et Gèvres

### Une intensification des pratiques agricoles depuis 1988

Un recul important des prairies permanentes (8,4% de la SAU) à hauteur de 69% depuis 1988

+13,5% de prairies temporaires:  
48,3 % de la SAU

Une progression des cultures de vente:  
30% de la SAU contre 20% en 1988

Un recul de 40 % du cheptel laitier et un maintien de la production laitière (6600 l/an/vl)



# La compensation et l'agriculture

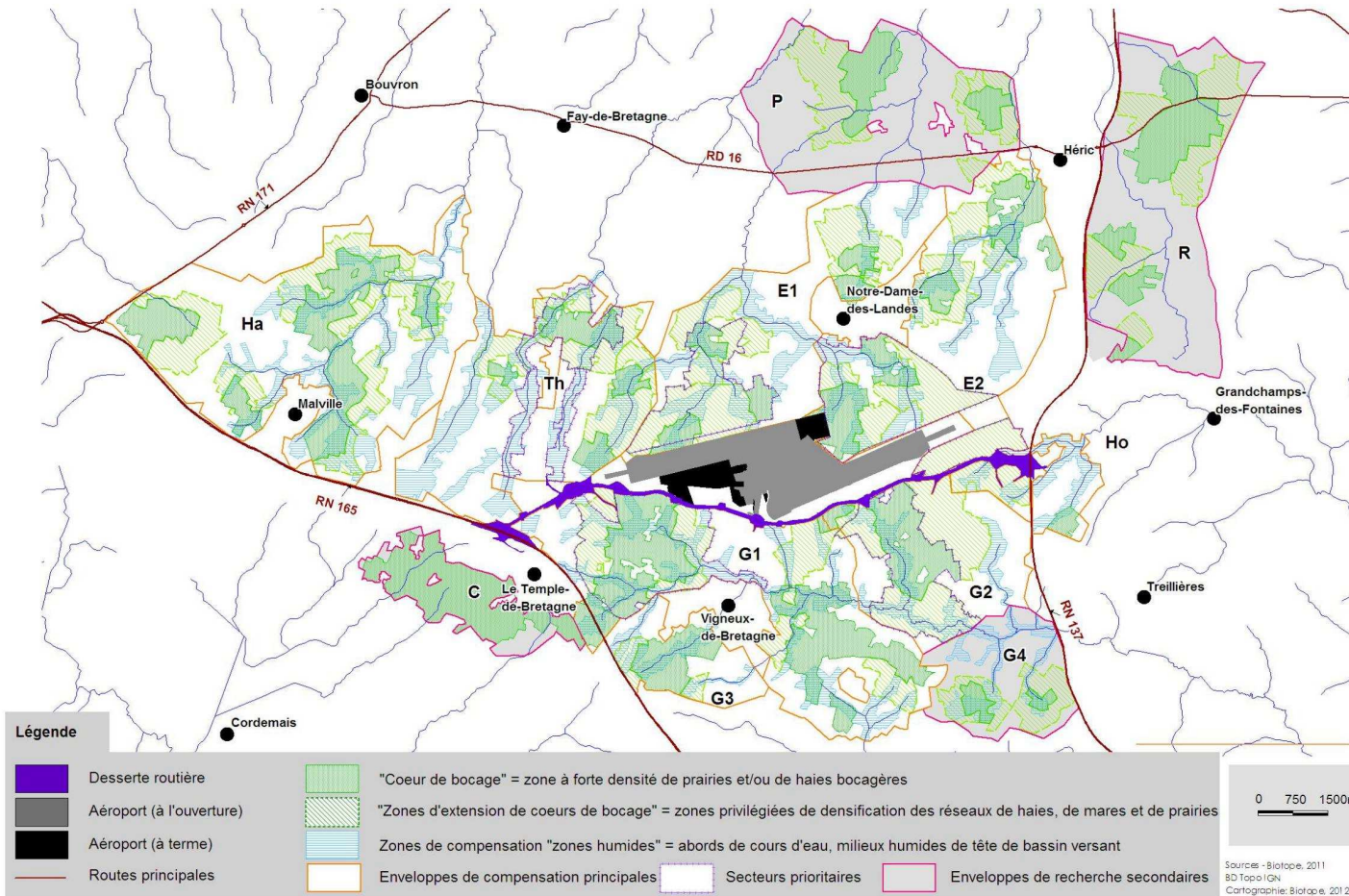


## Localisation des zones d'intervention des enveloppes de compensation

16 000 ha

265 EA

Dont 2341 ha  
de zones  
intéressantes





## La compensation et l'agriculture

Les principales mesures envisagées:

- Reconversion de terres arables en P naturelles, avec suppression des drainages (0,75 à 1,5 UC/ha)
- Restauration et gestion conservatoire de landes (0,75 à 1,5 UC/ha)
- Amélioration et gestion conservatoire de P Naturelles (0,25 à 1 UC/ha)

P. Naturelles: avec ou sans fauche, et avec ou sans fertilisation

Un besoin compensatoire à satisfaire compris entre 1650 et 1850 UC → 1700 à 2500 ha → 100% des zones intéressantes



## La compensation et l'agriculture

Les principales modalités de contractualisation avec les agriculteurs:

- Priorité aux parcelles non exploitées
- Mise en œuvre par les exploitants
- Durée de 5 à 10 ans (pb fermage)

Les indemnités:

- Indemnisation de la perte économique calculée sur une base commune
- Un bonus proportionnel au nombre d'UC créées et à la durée de conventionnement



## La compensation et l'agriculture

### Contexte économique 2010

### Montants/ha

Assolement de référence	<b>PNP Moye</b>	<b>PNF Moy</b>	<b>PNP ext</b>	<b>PNF ext</b>	<b>Milieu non exploité</b>
Rotation de référence	<b>73€</b>	<b>206€</b>	<b>113€</b>	<b>299€</b>	<b>496€</b>
PP multiespèces PPP	<b>143€</b>	<b>271€</b>	<b>188€</b>	<b>373€</b>	<b>597€</b>
PP multiespèces PFP	<b>-11€</b>	<b>105€</b>	<b>9€</b>	<b>178€</b>	<b>402€</b>
Prairies permanentes usage identique	<b>143€</b>	<b>105€</b>	<b>188€</b>	<b>178€</b>	<b>597€</b>





## La compensation et l'agriculture

### Contexte économique 2012

### Montants/ha

Assolement de référence	<b>PNP Moye</b>	<b>PNF Moy</b>	<b>PNP ext</b>	<b>PNF ext</b>	<b>Milieu non exploité</b>
Rotation de référence	<b>518€</b>	<b>678€</b>	<b>649€</b>	<b>888€</b>	<b>1363€</b>
PP multispèces PPP	<b>221€</b>	<b>380€</b>	<b>353€</b>	<b>596€</b>	<b>1087€</b>
PP multispèces PFP	<b>-4€</b>	<b>122€</b>	<b>65€</b>	<b>268€</b>	<b>758€</b>
Prairies permanentes usage identique	<b>221€</b>	<b>122€</b>	<b>353€</b>	<b>268€</b>	<b>1087€</b>



## La compensation et l'agriculture

### Les questions

La compensation induit un retrait des tendances à l'œuvre

- Quelle acceptabilité des exploitants?

- Difficulté d'expliquer, fermage, gap culturel, gouvernance du projet...

La profession souhaite des modifications à la marge des systèmes d'exploitation

- Quelle faisabilité dans le périmètre concerné?

17 à 18 % des exploitants à convaincre vs 6 % en MAE actuellement

Quel impact économique sur les filières?

Quid de la variation des cours des matières premières agricoles au regard des indemnités?



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE



# La compensation et l'agriculture

## Les questions

Vers un nouveau projet agricole pour les territoires concernés ?